



Numéro PPQ/6879

mercredi 9 juillet 2014

Les grands titres:

- Afghanistan : l'ONU s'inquiète de l'augmentation du nombre de victimes civils liées au conflit
- Somalie : le Représentant de l'ONU condamne une attaque contre le siège du gouvernement fédéral à Mogadiscio
- Yémen : l'ONU préoccupé par le sort des civils piégés par le conflit dans le gouvernorat d'Amran
- L'UNICEF et le PAM intensifient leurs opérations dans les zones reculées du Soudan du Sud
- Le mur de séparation israélien en Cisjordanie est illégal et constitue un obstacle à la paix, selon Ban
- Burundi: la FAO lance une méthode de séchage du poisson qui change la vie
- Liban : L'ONU appelle le Parlement à nommer au plus vite un nouveau Président de la République
- Ban nomme le Danois Christian Friis Bach comme chef de la Commission économique des pour l'Europe

Afghanistan : l'ONU s'inquiète de l'augmentation du nombre de victimes civils liées au conflit



9 juillet - Dans un rapport publié mercredi, la Mission des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a indiqué mercredi que les combats au sol entre les parties belligérantes ont fait davantage de victimes que les engins explosifs improvisés (EEI) au cours des six premiers mois de 2014.

Cette intensification de la violence signifie que le nombre d'enfants et d'autres Afghans vulnérables tués et blessés a augmenté de façon spectaculaire depuis le début de l'année.

« Il est nécessaire de redoubler d'efforts pour protéger les civils contre les conséquences du conflit et d'assurer que ceux qui se rendent coupables de tuer sans distinctions soient tenus responsables », a déclaré la chargée des questions des droits de l'homme de la MANUA, Georgette Gagnon.

Les attaques qui ne font pas de distinction entre un objectif militaire et un civil et les attaques qui ciblent délibérément des civils constituent des violations graves du droit international humanitaire et peuvent constituer des crimes de guerre.

Le rapport semestriel 2014 sur la protection des civils dans les conflits armés, préparé en coordination avec le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), indique que si le nombre de victimes des engins explosifs improvisés ont augmenté et atteints des niveaux sans précédent au cours de la même période en 2013, les décès et les blessures causés par des mortiers, des grenades et des armes légères ont connu une croissance spectaculaire en 2014, en particulier dans les zones où sont concentrées les populations civiles.

« La nature du conflit en Afghanistan est en train de changer en 2014 avec une escalade des affrontements dans les zones peuplées par des civils », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Afghanistan et chef de la MANUA, Jân Kubis. « L'impact sur les civils, y compris les Afghans les plus vulnérables, est considérable ».



Du 1 janvier au 30 juin 2014, la MANUA a enregistré 4853 victimes civiles, soit une augmentation de 24% comparé à la même période en 2013.

Yémen : l'ONU préoccupé par le sort des civils piégés par le conflit dans le gouvernorat d'Amran



Des enfants du village de Dammaj, dans le nord du Yémen, privés de vivres et d'aide médicale. Photo: IRIN

9 juillet - Le Coordinateur humanitaire des Nations Unies au Yémen, Johannes Van Der Klaauw, a exprimé mercredi sa préoccupation concernant la récente escalade du conflit dans le gouvernorat d'Amran au nord de la capitale Sana'a. Plus de 200 civils, dont des femmes et des enfants auraient été tués et des milliers de personnes sont piégés dans la zone de conflit et se trouvent dans l'impossibilité de rejoindre des zones plus sûres.

« Je suis très inquiet pour la sécurité et le bien-être des civils piégés dans la zone de conflit. Toutes les parties prenantes ont la responsabilité d'assurer que les civils sont épargnés par les combats et que ceux qui sont affectés par le conflit soient capables de se rendre dans un lieu plus sûr », a déclaré M. Van Der Klaauw, dans un communiqué de presse.

Selon les informations de l'ONU, de grandes quantités de fournitures humanitaires auraient été saisies par les parties prenantes et des infrastructures civiles, dont des écoles et des hôpitaux auraient été la cible d'attaques.

« Il n'y a pas de justification pour des attaques directes contre des structures civiles ou des biens humanitaires », a affirmé le Coordinateur humanitaire. « Les agences humanitaires apportent des services qui sauvent des vies, y compris en distribuant des denrées alimentaires, de l'eau et des soins médicaux. Cependant l'accès des travailleurs humanitaires a été entravé par les combats, par des barrages routiers et d'autres obstacles ».

« J'appelle toutes les parties prenantes à assurer l'accès des travailleurs humanitaires et de protéger et respecter les activités et les biens humanitaires afin de permettre que l'aide atteigne les personnes vulnérables qui en ont urgemment besoin. Je souhaite entamer un dialogue avec les parties prenantes pour assurer l'accès sans entraves le plus vite possible », a-t-il ajouté.

M. Van Der Klaauw a précisé qu'il soutient la récente déclaration du Conseiller spécial du Secrétaire général au Yémen, Jamal Benomar, qui a exhorté les parties prenantes à respecter l'accord de cessez-le-feu afin de trouver une issue pacifique au conflit ainsi que son appel pour permettre la fourniture d'aide humanitaire aux populations civiles.

Le mur de séparation israélien en Cisjordanie est illégal et constitue un obstacle à la paix, selon Ban



A Ramallah, en Cisjordanie, le mur séparant Israéliens et Palestiniens. Photo: IRIN/Shabtai Gold

9 juillet - Lors d'une réunion spéciale pour marquer le 10e anniversaire de la décision consultative de Cour internationale de Justice (CIJ) déclarant illégale la construction par Israël d'un mur de séparation en Cisjordanie, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a rappelé mercredi la nécessité de respecter le droit international et il a appelé à la fin de la violence entre Israéliens et Palestiniens.

Dans un message lu par le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, Oscar Fernandez-Taranco, M. Ban a déclaré que la réunion au Comité des Nations Unies sur

l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a lieu dans le contexte d'une situation de plus en plus précaire sur le terrain.

« Les implications de ce mur vont bien au-delà de la légalité. Le Mur restreint gravement le mouvement des Palestiniens et l'accès dans toute la Cisjordanie, coupant les terres et compromettant l'accès aux ressources nécessaires au développement des Palestiniens. Le mur ralentit la production agricole et rurale de la Cisjordanie. Le mur et l'extension des colonies de peuplement ont aggravé la fragmentation du Territoire palestinien, isolant encore plus Jérusalem-est », a affirmé le Secrétaire général.

« Conformément à la demande que l'Assemblée générale a faite après l'avis de la CIJ, j'ai créé le Bureau d'enregistrement de l'ONU concernant les dommages causés par la construction du mur dans le Territoire palestinien, lequel est devenu opérationnel en 2008. Le Bureau a reçu à ce jour 42.000 plaintes et plus d'1,1 million de documents en appui à ces plaintes », a-t-il ajouté.

En Juillet 2004, la CIJ a demandé à Israël de cesser la construction du mur, de démolir les parties déjà construites, et de mettre un terme aux restrictions sévères à la liberté de mouvement des Palestiniens vivant en Cisjordanie. En outre, la CIJ a souligné, dans l'avis consultatif, que tous les États sont non seulement tenus de ne pas reconnaître l'illégalité du mur, mais que tous les États parties à la quatrième Convention de Genève ont l'obligation d'assurer le respect par Israël du droit humanitaire international.

« L'adhésion à l'avis de la CIJ est une mesure essentielle pour mettre fin à une occupation entamée en 1967 et pour laisser la place à un État palestinien indépendant, souverain, viable et prospère, vivant côte à côte et en paix avec Israël dans des frontières sûres et reconnues. L'adhésion à l'avis de la CJI est essentielle pour une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient », a souligné le Secrétaire général.

De son côté, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires a publié un nouveau rapport qui établit le bilan de l'impact humanitaire du mur sur les communautés rurales et urbaines palestiniennes. Après une dizaine d'années, 62% du mur a été construit, dont plus de 200 km depuis l'avis consultatif de la CIJ.

A l'issue de la réunion, le Comité a approuvé une déclaration qui réaffirme tous les aspects de la décision de la CIJ et réitère l'appel de la Cour à l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil de sécurité de prendre des mesures pour mettre un terme à la situation illégale de la construction par Israël du mur et du régime imposé aux Palestiniens.

Dans sa déclaration, le Comité regrette que le Conseil de sécurité « est resté

silencieux » sur la question cruciale de la construction du mur par Israël, et qu'il n'est pas parvenu à prendre des mesures contre les violations du droit international par Israël, en particulier celles liées à l'expansion des colonies illégales et le mur.

Liban : L'ONU appelle le Parlement à nommer au plus vite un nouveau Président de la République



Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, Derek Plumbly. Photo ONU/Paulo Filgueiras

9 juillet - Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, Derek Plumbly, a souligné mercredi la nécessité pour les dirigeants de ce pays à s'entendre rapidement sur l'élection d'un nouveau Président dans le contexte actuel sur le terrain, marqué par des menaces terroristes et un nombre croissant de réfugiés venus de Syrie.

« Étant donné les menaces et les défis auxquels est confronté le Liban, il est important que les institutions gouvernementales fonctionnent », a déclaré M. Plumbly, lors d'un point de presse après une séance d'information à huis clos au Conseil de sécurité.

Le poste de Président de la République a été vacant depuis le 25 mai lorsque le mandat de l'ancien Président Michel Sleiman a pris fin. L'ONU a appelé à plusieurs reprises le Parlement libanais à élire un nouveau chef de l'État au plus vite.

M. Plumbly a souligné qu'il est important que la présidence, le gouvernement et le Parlement fonctionnent pour que le pays puisse continuer à faire face aux défis auxquels il est confronté, dont les menaces terroristes, et l'accueil d'un nombre croissant de réfugiés syriens.

À cause du conflit en cours en Syrie, le Liban est devenu le pays avec la plus forte concentration de réfugiés par habitant dans le monde. Il y a actuellement plus de 1 million de réfugiés syriens au Liban, et ce chiffre augmente tous les jours, ce qui met une pression considérable sur le pays.

M. Plumbly a souligné qu'il est important d'assurer que le Liban reçoit le soutien nécessaire de la communauté internationale pour pouvoir continuer à aider ces nombreuses personnes vulnérables.

Somalie : le Représentant de l'ONU condamne une attaque contre le siège du gouvernement fédéral à Mogadiscio



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, Nicholas Kay. Photo ONU/Eskinder Debebe

9 juillet - Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, Nicholas Kay, a condamné mercredi l'attaque mardi soir contre le siège du gouvernement fédéral de ce pays, Villa Somalia, dans la capitale Mogadiscio. Cette attaque s'inscrit dans une vague d'attaques perpétrées par les rebelles Al-Chabab contre les institutions de l'État.

« Les progrès politiques dans ce pays ne sont possible par l'unité de ses institutions politiques, et c'est pour cela que ceux qui sont déterminés à replonger la Somalie dans le chaos les attaquent », a déclaré M. Kay suite à une réunion avec le Président Hassan Sheikh Mohamud et le Premier

ministre Abdiweli Sheikh Ahmed à la villa Somalia.

Le Représentant spécial a souligné que les Nations Unies continueront à soutenir le peuple et les institutions de Somalie à réaliser des progrès dans les domaines de la stabilité et de la paix.

« Je salue l'action rapide des forces de sécurité somaliennes et de l'Union africaine, qui ont réagi avec succès pour déjouer l'attaque. Elles ont besoin du soutien et de la coopération des habitants de Mogadiscio. Je salue l'action rapide du gouvernement qui a retenu les leçons des récentes attaques et pris des mesures pour améliorer les services de sécurité », a indiqué M. Kay.

« Nous continuerons de travailler de façon active avec le gouvernement fédéral, la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et les partenaires internationaux pour renforcer les institutions chargées d'assurer la sécurité dans le pays », a-t-il ajouté.

L'UNICEF et le PAM intensifient leurs opérations dans les zones reculées du Soudan du Sud



Une femme à Dorein au Soudan du Sud vient de recevoir une aide alimentaire du PAM. Photo: PAM/George Fominyen

9 juillet - Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) ont annoncé mardi qu'ils intensifient conjointement leurs opérations d'assistance aux personnes démunies vivant dans les zones reculées du Soudan du Sud. Le nombre d'enfants qui risquent de mourir de causes liées à la malnutrition a augmenté de façon spectaculaire, laissant présager une catastrophe imminente.

Dans tout le pays, un mécanisme d'intervention rapide est mis en place afin que les équipes puissent se rendre par avion pour fournir une aide humanitaire d'urgence aux personnes se trouvant dans les régions isolées. La situation est particulièrement dramatique dans les trois États du Jonglei, Unity et du Haut-Nil touchés par le conflit, où 60% à 75% de la population est en situation d'insécurité alimentaire grave.

On estime que 235.000 enfants de moins de 5 ans ont besoin d'un traitement pour la malnutrition aiguë sévère cette année; c'est deux fois plus que l'année dernière. Cela s'ajoute aux 675.000 autres enfants qui ont besoin d'un traitement pour la malnutrition aiguë sévère modérée. Jusqu'à présent, la communauté humanitaire n'a pas pu apporter le traitement requis à environ 10% de ces enfants en raison des conditions difficiles.

« Parmi les personnes qui ont dû fuir leurs maisons, beaucoup doivent marcher pendant des jours sans rien manger avant d'atteindre une ville comme la capitale de

l'Etat de Bentiu dans l'espoir d'y trouver de l'aide. Certains d'entre eux, en particulier les enfants, arrivent si gravement malnutris qu'il n'y a rien qui puisse être fait pour les sauver », a déclaré le Représentant de l'UNICEF au Soudan du Sud, Jonathan Veitch.

« Nous devons atteindre les populations isolées avec des vivres et des services essentiels pour leur épargner ce voyage périlleux. Le Mécanisme de Réponse Rapide nous permet de nous concentrer sur les personnes, notamment les enfants, qui ont le plus besoin de notre aide », a-t-il ajouté.

Les équipes déployées dans les zones éloignées enregistrent les personnes et leur offrent une aide alimentaire vitale, généralement par avion. Les équipes soignent les enfants souffrant de malnutrition, leur fournissent de l'eau ainsi que des équipements et des services sanitaires, identifient les enfants qui ont été séparés de leurs familles et leurs donnent accès à une éducation de base lorsque cela est possible. Des suppléments nutritionnels sont également prévus en prévention pour les enfants de moins de 5 ans qui ne souffrent pas encore de malnutrition. À ce jour, les missions conjointes ont permis d'assister plus de 200.000 personnes, dont 70.000 enfants de moins de 5 ans, dans 15 endroits différents. Les équipes du PAM ont également aidé 350.000 personnes supplémentaires dans 14 autres endroits. Lorsque l'accès à ces zones est ouvert, les partenaires sont souvent en mesure de fournir une assistance permanente.

« Les équipes humanitaires expérimentées de retour des zones isolées rapportent qu'elles n'ont jamais vu d'aussi mauvaises conditions » a déclaré la directrice du PAM au Soudan du Sud, Joyce Luma. « Le travail de ces équipes est essentiel si nous voulons éviter une catastrophe de la faim. Nous avons besoin de toute urgence de fonds et de partenaires pour pouvoir étendre nos opérations et établir une présence fixe dans les régions éloignées afin d'apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle vitale, c'est notre seule chance d'éviter une catastrophe ».

Le PAM a lancé le Mécanisme de Réaction Rapide en janvier, puis l'UNICEF et d'autres agences nous ont rejoints en mars afin de renforcer notre capacité de réponse et de fournir une assistance plus complète. Les équipes sont actuellement déployées autour de Koch et de Nihaldu dans l'État d'Unity, elles assistent 58.700 personnes qui n'avaient jamais reçu d'assistance auparavant.

C'est l'état catastrophique des personnes arrivant à Bentiu qui a déclenché des missions conjointes pour déterminer les zones d'où elles venaient. Les premiers rapports des équipes indiquent des niveaux extrêmement élevés de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans. D'autres missions sont prévues immédiatement pour assister les autres zones ciblées dans l'État d'Unity. Puis, au cours des prochains mois, l'UNICEF, le PAM et les partenaires entreprendront des missions supplémentaires pour couvrir 30 sites difficiles d'accès chaque mois dans les États du Jonglei, d'Unity et du Haut-Nil.

Le conflit au Sud-Soudan a déplacé environ 1,5 millions de personnes. Plus d'1,1 million d'entre eux - dont plus de la moitié sont des enfants - vivent dans des abris de fortune dans le Sud-Soudan avec peu ou pas d'accès à l'aide humanitaire. Quatre millions de personnes subissent un niveau d'insécurité alimentaire grave et l'UNICEF prévient que 50.000 enfants de moins de 5 ans risquent de mourir cette année s'ils ne reçoivent pas de traitement pour la malnutrition aiguë sévère. Cette crise a aussi gravement affecté l'accès humanitaire ainsi que les services de santé d'eau et d'assainissement.

Burundi: la FAO lance une méthode de séchage du poisson qui change la vie





9 juillet - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé mercredi le lancement d'un projet visant à doter les petites communautés de pêcheurs des outils et des connaissances nécessaires pour sécher le poisson sur de simples séchoirs surélevés a changé la vie des communautés vivant sur les rives du lac Tanganyika au Burundi.

Auparavant, les femmes séchaient toujours leurs petits poissons argentés (ndagala) pêchés dans le lac sur le sable, où ils étaient à la portée des animaux et risquaient d'être piétinés et contaminés. Durant la saison des pluies, de nombreux poissons étaient balayés par les eaux ou commençaient à pourrir. Ainsi près de 15% des prises étaient perdues ou abîmées durant le séchage.

Il y a dix ans, en collaboration avec le Département des pêches et de l'aquaculture du Burundi, la FAO a démarré un petit projet dans le village de Mvugo, avec une technique peu onéreuse comportant seulement 48 claies métalliques surélevées à un mètre au-dessus du sol, accompagnées d'une formation et de brochures expliquant comment construire les séchoirs.

Les sécheurs en ont immédiatement saisi les avantages, le temps de séchage étant passé de trois jours à huit heures, ce qui permet de faire sécher plusieurs lots de poisson par jour. Le poisson est hors de portée des animaux, et les treillis peuvent aussi être recouverts de bâches en cas de pluie.

La nouvelle s'est vite répandue parmi les communautés de pêcheurs, et l'utilisation des séchoirs a explosé le long des rives du lac. La zone dédiée au séchage près du village de Mvugo est passée d'une acre en 2004 à cinq aujourd'hui, et le nombre de sécheurs recensés sur tous les sites officiels de pêche des rives du lac Tanganyika a grimpé de 500 à plus de 2000.

La quantité de poisson perdue ou détériorée pour cause de pratiques inadéquates de séchage a diminué de plus de la moitié, et avec une meilleure qualité du poisson séché, les prix ont plus que doublé, de 4000 francs burundais (2,5\$/kg) en 2004 à 9000 (6\$/kg) en 2013.

La technique de séchage améliorée permet en outre d'alléger la charge quotidienne des sécheurs, essentiellement des femmes qui ne sont plus contraintes à se baisser jusqu'à terre pour étaler et tourner le poisson.

De petites affaires de fourniture de matériel et de construction de séchoirs ont fait leur apparition, contribuant également à améliorer les moyens d'existence des communautés de pêche artisanale et l'économie locale.

Désormais, grâce à la technique de séchage améliorée, le ndagala, riche en protéines, se conserve plus longtemps et peut ainsi être transporté non seulement vers l'intérieur des terres mais aussi traverser les frontières pour atteindre les marchés régionaux, contribuant à la nutrition des communautés qui vivent loin de toute source de poisson frais.

En même temps, l'offre accrue de poisson présente l'avantage de ne pas augmenter la pression sur les ressources halieutiques, le volume de poisson capturé restant relativement stable.

« Le plus extraordinaire est de voir comment ce minuscule projet a fait boule de neige tout le long des rives du lac », a affirmé la spécialiste de la FAO des industries de la pêche, Yvette Diei-Ouadi, dans un communiqué de presse. « Il est extrêmement rare désormais de voir du poisson sécher sur le sable; même lorsque les sécheurs ne peuvent se permettre des claies métalliques, ils improviseront des systèmes avec des morceaux de bois et des filets de pêche. Même les communautés de pêcheurs des pays voisins ont adopté la nouvelle technique ».

La nouvelle manière de sécher le poisson a apporté d'autres changements. En 2004, environ 80% des sécheurs étaient des femmes, alors qu'on compte désormais 30 à 40% d'hommes désireux d'investir dans cette entreprise rentable.

« Le gouvernement a fait de gros efforts pour garantir aux sécheurs un accès à la terre leur permettant d'installer leurs séchoirs, mais il est également important d'aider les femmes grâce à des mécanismes de microcrédit afin qu'elles ne soient pas exclues du marché face à la concurrence grandissante », a souligné Mme Diei-Ouadi.

Si les séchoirs ont contribué grandement à empêcher la détérioration du poisson, des pertes après récolte peuvent néanmoins se produire les jours pluvieux ou nuageux.

Pour pallier ce problème, on peut utiliser des séchoirs solaires ou encore un four de séchage et de fumage du poisson baptisé 'technique FAO-Thiaroye' (FTT), déjà déployée dans plusieurs pays africains, dont la Côte d'Ivoire, la Tanzanie et le Togo. Un autre moyen d'utiliser le poisson qui ne peut être séché serait d'introduire des produits alternatifs à valeur ajoutée à base de poisson frais, comme par exemple des saucisses de poisson.

Environ 60% des Burundais ne consomment pas assez de protéines. Les moyens d'améliorer la nutrition en Afrique et ailleurs seront examinés lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) organisée par la FAO et l'OMS en novembre 2014 à Rome.

Entretemps, la FAO continue à promouvoir et à renforcer l'utilisation des séchoirs dans d'autres pays, notamment au Kenya, en Ouganda et en Zambie, où la technique a remporté un tel succès que le poisson séché est exporté et vendu au Zimbabwe, au Rwanda et en République démocratique du Congo.

Ban nomme le Danois Christian Friis Bach comme chef de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Photo: ONU

9 juillet - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a nommé M. Christian Friis Bach, du Danemark, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU).

M. Friis Bach remplace M. Sven Alkalaj, de la Bosnie-Herzégovine, à qui le Secrétaire général exprime sa reconnaissance pour son engagement et son dévouement au service de l'Organisation.

M. Friis Bach apporte avec lui une combinaison de connaissances approfondies dans l'économie mondiale et le développement, et un leadership novateur et axé sur les résultats. Il est actuellement le Chef du Groupe parlementaire du Parti social-libéral danois.

M. Friis Bach a été Ministre de la coopération au développement de 2011 à 2013 et Conseiller spécial à la Commission européenne pour le Groupe de haut niveau sur la viabilité mondiale de 2010 à 2011. Il est Professeur honoraire d'économie internationale et de développement économique à l'Université de Copenhague (2009-2014) et a été Professeur associé en économie internationale et de développement, de l'Université royale vétérinaire et agricole (1999-2005). M. Friis Bach a une longue histoire avec la société civile, notamment en tant que Directeur International pour la DanChurchAid (2005-2010) et Président de l'Association danoise pour la coopération internationale (1997-2001).

M. Friis Bach est titulaire d'un doctorat en économie internationale (1996) et d'une maîtrise en agronomie (1992) de l'Université agricole royale danoise à Copenhague.